

<https://www.snetap-fsu.fr/PAC-Quelle-coherence-avec-le-developpement-des-agricultures-paysannes-du-Sud.html>



« PAC : Quelle cohérence avec le développement des agricultures paysannes du Sud

? »



- Les Dossiers - Vie internationale -
Date de mise en ligne : mardi 30 avril 2019

OSONS UNE VRAIE RÉFORME

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

Le 11 avril 2019, les membres du [CFSI](#) (Comité Français pour la Solidarité Internationale) étaient invités à un séminaire intitulé « [PAC](#) : Quelle cohérence avec le développement des agricultures paysannes du Sud ? ». Le Snetap-[FSU](#) était présent à cette journée d'échanges organisée par "Coordination Sud".

Pour mémoire la [PAC](#), mise en place en 1962, avait pour objectifs d'accroître la productivité de l'agriculture, d'assurer un niveau de vie équitable aux agriculteur.rices, de stabiliser les marchés, de garantir la sécurité des approvisionnements et d'assurer des prix raisonnables aux consommateur.rice.s.

Mais l'Union européenne, devenue deuxième exportateur et importateur de produits agricoles et alimentaires, a peu à peu dénaturé cette conception de sa politique agricole, au seul profit de la productivité. Aujourd'hui la PAC, accompagnée d'une politique commerciale offensive visant à ouvrir les marchés des pays tiers, a donc aujourd'hui un impact important au delà des frontières européennes.

En s'appuyant sur les exemples du lait et du soja, les échanges de la matinée étaient l'occasion de mesurer les effets directs ou indirects de cette politique agricole et alimentaire européennes sur les agricultures paysannes des pays du Sud (Afrique et Amérique du Sud notamment).

Et ces effets sont multiples :

- **concurrence avec des produits européens bénéficiant de subventions** car la PAC permet d'exporter une partie de la production européenne en dessous de ses coûts de production grâce à des subventions. Ce système conduit à des excédents vendus en dessous de leurs coûts de production. Une stratégie qui défend les intérêts de l'agrobusiness européen mais certainement pas le développement des agricultures familiales et paysannes du Sud qui ne reçoivent pratiquement pas de subventions. Quant aux paysan-nes européen-nes, nombre d'entre elles et eux n'arrive pas à vivre malgré les aides ;
- **impacts des cultures de soja** et d'autres aliments pour le bétail destinés aux élevages européens ;
- **impacts de l'utilisation de semences industrielles standardisées** sur une grande variété de territoires associées à de fortes quantités de produits chimiques. Un système qui nuit à l'environnement, à la santé et détruit la biodiversité et qui pourrait devenir un modèle dominant y compris dans les pays du Sud ;
- **impacts du déplacement de cultures alimentaires lié au développement des agrocarburants** avec des importations qui contribuent à la déforestation, à l'expulsion de petit.e.s paysan.ne.s au profit de grands propriétaires terriens et peuvent aggraver l'insécurité alimentaire dans les pays producteurs. Toutes les ressources mobilisées par ces exportations (terres, eau, capitaux, etc.) ont réduit celles disponibles pour l'autosuffisance alimentaire ;
- **impacts du changement climatique** auquel le système agricole et alimentaire européen contribue significativement.
- ...

L'après-midi était consacré aux échanges avec les professionnels (Confédération Paysanne), le Ministère de l'Agriculture et des représentant-es des principales listes se présentant aux élections européennes (EELV, Générations, LFI, LR, LREM, PS-PP).

Il ressort de ces échanges que nous devons abandonner l'idéologie libérale promue depuis plus de 30 ans par l'Union européenne et les États Unis car elle est une menace de plus en plus grande pour les paysan-nes du Sud.

Dans le cadre de la préparation de la nouvelle politique européenne, après 2020, il est donc impératif de réfléchir à une « Politique Agricole et Alimentaire Commune » (PAAC) durable et solidaire, fondée sur la souveraineté alimentaire. Elle devra permettre des exportations de produits européens à haute valeur ajoutée et non des denrées bas de gamme produites en masse, venant déstabiliser les pays tiers.

Mais cette politique devra aussi répondre à un double objectif climatique : la réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'adaptation de l'agriculture aux effets des changements climatiques, notamment par le développement d'une agriculture familiale résiliente aux chocs climatiques et garantissant la sécurité alimentaire des populations locales.

Dans cet esprit et comme il le fait régulièrement, le Snetap-[FSU](#) a rappelé la nécessité de réfléchir également à la question de la formation des paysan·nes européen·nes, à la fois comme professionnel·les mais également comme citoyen·nes conscient·es de l'impact de leur travail au delà de leur ferme.